

**Séance ordinaire du
lundi 14 décembre 2020**

L'an deux mille-vingt et le quatorze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Nouveau projet de renouvellement urbain Mosson/Cévennes - Études de préfiguration - Convention financière entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Concernés par la géographie prioritaire de la politique de la ville, les quartiers de la Mosson et des Cévennes ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Le 16 décembre 2016, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont signé aux côtés de l'ANRU, le protocole de préfiguration ayant permis d'engager les phases d'études préalable à l'élaboration des projets urbains, dans la perspective d'une contractualisation avec l'ANRU pour déterminer les conditions de mise en œuvre opérationnelle et le partenariat financier.

Par délibération du 21 juillet 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes. Par cette même délibération, il a décidé de confier à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat pour la réalisation des études relevant du protocole sur les quartiers précités.

Pour rappel, les co-financements étaient répartis de la manière suivante :

- ANRU : 50% sur les opérations d'ingénierie et la conduite de projet,
- ANAH : 50% sur les programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement des copropriétés (POPAC),

- Caisse des Dépôts et Consignations : 25% sur les POPAC et 50% sur les études liées au développement économique et à l'activité commerciale.

La Ville de Montpellier quant à elle, participait à hauteur de 407 400 € sur les dépenses liées au quartier Mosson et 125 100 € au quartier Cévennes.

Dans la mesure où des études complémentaires ont été nécessaires, des avenants aux mandats d'études passés entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M ont été signés, induisant une augmentation de la rémunération du mandataire. Quatre avenants sont ainsi venus modifier les mandats initiaux.

Dans le cadre du bilan d'opération du protocole et des mandats d'études, il est proposé une convention financière entre la Ville de Montpellier et la Métropole pour réajuster le montant de participation de la Ville, en tant que commune d'implantation directement intéressée par ces nouveaux projets de renouvellement urbain.

La contribution initiale de la Ville était de 30 % des études et rémunérations. Aussi, aux vues des évolutions engendrées par les différents coûts supplémentaires correspondant aux avenants aux mandats et sur la base des bilans financiers des dépenses réelles, le montant global de la Ville s'élève à 921 747 €. Sachant que la Ville a déjà versé à Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 512 839 €, le solde de sa contribution est de 408 908 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention financière à intervenir entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 18 décembre 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 décembre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention financière Ville-Métropole

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201214-148936-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/12/20
Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.